

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JUIN 1901.

Proposition de loi prescrivant de mettre des sièges à la disposition des employées de magasin.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 2 juillet 1899 autorise à prescrire les mesures propres à assurer la salubrité des ateliers et du travail et la sécurité des ouvriers dans les entreprises industrielles et commerciales dont l'exploitation présente des dangers, même lorsqu'elles ne sont pas classées comme dangereuses, insalubres ou incommodes.

Cette disposition légale, d'après son texte même, ne s'applique qu'aux ouvriers. Il est impossible que, s'armant de la loi, le Gouvernement puisse étendre ces dispositions protectrices aux *employés* dans les entreprises commerciales. Et les demoiselles de magasin, en général, sont considérées comme de véritables *employées*. Il résulte de là qu'une loi nouvelle est indispensable pour leur assurer le bénéfice des mesures que leur santé exige. A cet égard, la nécessité d'une disposition légale, à l'égard des femmes surtout, est établie, non seulement par les rapports des hygiénistes, mais par le témoignage irréfutable de la Législation comparée. Il suffit de le produire, je pense, pour entraîner les convictions.

Le nombre des bénéficiaires éventuelles de cette proposition de loi est considérable, sans que les recensements de la population puissent nous permettre de l'établir avec exactitude. Le recensement de la population de 1890 renseigne 5,301 femmes préposées à la vente dans les maisons de commerce.

Déjà la nécessité de soustraire les préposées aux inconvénients et aux dangers de la profession, quand elle s'exerce d'une manière à peu près constante debout, a donné lieu à des réclamations collectives dans certaines villes de notre pays. Il faut dire avec un profond regret qu'elles se sont

heurtées à l'opposition d'une clientèle inconsciemment égoïste plutôt qu'à celle des commerçants.

La loi seule vainera les résistances injustes et préjudiciables.

H. DENIS.

Loi française du 29 décembre 1900, fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant :

ARTICLE PREMIER. — Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, devront être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

ART. 2. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi ; à cet effet, ils ont entrée dans tous les établissements visés par l'article premier. — Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices qui font foi jusqu'à preuve contraire. Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet. Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions de la présente loi.

ART. 3. — Les chefs d'établissements, directeurs ou gérants des magasins, boutiques et autres locaux prévus à l'article premiers ont tenus de faire afficher à des endroits apparents les dispositions de la présente loi, ainsi que les noms et les adresses des inspecteurs et inspectrices de la circonscription.

ART. 4. — Les dits chefs d'établissements, directeurs et gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions. Les chefs d'établissements seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 5. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs. Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation identique. En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions. Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 453 du Code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs.

ART. 6. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correction-

nelle. Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

ART. 7. — Seront punis d'une amende de 100 à 500 francs, et en cas de récidive de 500 à 1,000 francs, tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent article. Les dispositions du Code pénal, qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire, sont, en outre, applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs.

ART. 8. — Les dispositions de la présente loi seront mises en vigueur un mois après sa promulgation.

Allemagne. — Ordonnance du Conseil fédéral concernant l'installation de sièges à l'usage des employés de commerce dans les magasins ouverts au public (30 novembre 1900) :

1° Dans ceux des locaux des maisons de commerce publiques, où l'on sert la clientèle, ainsi que dans les bureaux annexes, il doit se trouver, à l'usage des employés et apprentis y travaillant, un nombre suffisant de sièges par rapport à l'effectif de ce personnel. Pour celui occupé à servir les clients, les sièges doivent être installés de façon à pouvoir être utilisés même pendant de courtes interruptions de travail.

L'usage des sièges doit être permis aux personnes mentionnées durant le temps où leur besogne ne s'y oppose pas ;

2° Reste intact la faculté, pour les autorités compétentes, de fixer, par la voie de l'arrêté, à l'égard de certains magasins publics, ou par celle de l'ordonnance collective, pour l'ensemble des magasins publics de leur ressort, les conditions spéciales que doit présenter l'installation des sièges par rapport à l'effectif du personnel auquel ils sont destinés, de même qu'au point de vue de leur emplacement et de leur nature ;

3° Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur le 1^{er} avril 1901.

Grande-Bretagne. — Loi du 9 août 1899 concernant les sièges à mettre à la disposition des employés de magasin.

1° Dans les différents locaux des magasins ainsi que dans les autres endroits où l'on vend des marchandises en détail au public et où des femmes sont employées pour la vente des marchandises en détail au public, l'employeur qui fait le commerce dans les dits locaux sera tenu de fournir des sièges placés derrière les comptoirs ou dans d'autres endroits appropriés. Ces sièges devront être dans la proportion d'au moins un siège par trois femmes employées dans chaque local.

2° La première contravention sera punie d'une amende de trois livres au maximum ; les suivantes d'une amende de une à cinq livres.

3° La loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1900.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Chaque salle des magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, devra être pourvue d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

ART. 2.

Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail ont la libre entrée dans les locaux soumis à la présente loi. Ils surveillent l'exécution et constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

ART. 3.

L'article 15 de la loi du 15 décembre 1889 est applicable à la présente loi.

ART. 4.

Les contraventions à l'article premier de la présente loi sont punies d'une amende de 1 à 25 francs. En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Elke zaal van de magazijnen, winkels en andere erbij behorende lokalen, waar koopwaren en velerhande voorwerpen door vrouwelijke bedienden worden klaargemaakt of het publiek aangeboden, moet voorzien zijn van evenveel zitplaatsen als men er vrouwen in dienst heeft.

ART. 2.

Zij, die door de Regeering zijn aangesteld om toezicht te houden op den arbeid, hebben vrijen toegang tot de lokalen die onder toepassing vallen van deze wet. Zij waken voor de uitvoering der wet en stellen de overtredingen vast door processen-verbaal, die volledig bewijs opleveren zoolang het tegenbewijs niet is bijgebracht. Op straffe van nietigheid, wordt den overtreder binnen acht en veertig uren een afschrift van het proces-verbaal afgegeven.

ART. 3.

Artikel 15 der wet van 15 December 1889 is van toepassing op deze wet.

ART. 4.

De overtredingen van het eerste artikel van deze wet worden gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank. In geval van herhaling binnen twaalf maanden te rekenen van de vroegere veroordeeling, wordt de straf op het dubbel gebracht.

ART. 5.

Le texte de la loi sera affiché dans les locaux auxquels elle est applicable, à un endroit apparent. Les noms et résidences des délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail seront affichés au-dessous du texte de la loi.

ART. 6.

La présente loi sera mise en vigueur un mois après sa promulgation.

ART. 5.

In de lokalen waarop de wet van toepassing is, wordt de tekst daarvan op eene zichtbare plaats aangeplakt. Onder den tekst der wet worden de namen en de verblijfplaatsen aangeplakt van hen die door de Regeering zijn aangesteld om toezicht te houden op den arbeid.

ART. 6.

Deze wet treedt in werking ééne maand na hare afkondiging.

H. DENIS.
PAUL JANSON.
J. MALEMPRÉ.
E. ANSEELE.
J. DUFRANE-FRIART.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JULI 1901.

Voorstel tot wet om zitplaatsen te verschaffen aan vrouwelijke winkelbedienden.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 2 Juli 1899 machtigt tot het voorschrijven van maatregelen, van aard om de gezondheid in werkplaatsen en op den arbeid te verzekeren, alsmede de veiligheid der werklieden bij nijverheids- en handelsbedrijven, die gevaar opleveren, zelfs zoo ze niet zijn gerangschikt als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk.

Naar luid van haren tekst zelven, is die wetsbepaling slechts van toepassing op werklieden. Onmogelijk kan de Regeering, krachtens de wet, die beschermingsmaatregelen uitstrekken tot *bedienden* bij handelsondernemingen, en winkeljuffers worden doorgaans als wezenlijke *bedienden* beschouwd. Daaruit volgt, dat er eene nieuwe wet noodig is, om deze bedienden deelachtig te maken aan 't voordeel van de maatregelen, door hare gezondheid vereischt. In dat opzicht blijkt het noodzakelijke van eene wetsbepaling voor vrouwen, niet alleen uit de verslagen van hygienisten, maar ook uit de onweerlegbare getuigenis der vergelijking met de wetten in andere landen. Deze zal, dunkt mij, volstaan om elkeen te overtuigen.

Zeer vele personen zouden voordeel kunnen vinden bij ons wetsvoorstel, doch het nauwkeurig getal geeft de volkstelling ons niet op. Uit die van 1890 blijkt dat er 5,301 verkoopsters in handelshuizen zijn.

In zekere steden des lands rezen reeds gezamenlijke klachten op en werd noodzakelijk geacht de bedienden te onttrekken aan de gevaren van een beroep dat bijna altijd rechtstaande wordt uitgeoefend. Met diep leedwezen dient vermeld, dat die klachten steeds stuitten op tegenkanting vanwege

onbewust zelfzuchtige klanten, veeleer dan vanwege de handelaars zelven.
De wet alleen kan dien onbillijken en schadelijken toestand overwinnen.

H. DENIS.

Fransche wet van 29 December 1900, tot bepaling der voorwaarden van den arbeid van vrouwelijke bedienden in magazijnen, winkels en andere daartoe behoorende lokalen :

ARTIKEL EEN. In magazijnen, winkels en andere daartoe behoorende lokalen, waar koopwaren en velerhande voorwerpen door vrouwelijke bedienden worden klaargemaakt of het publiek te koop geboden, moeten, in elke zaal, zooveel zitplaatsen bestaan als er vrouwen in dienst zijn.

ART. 2. De arbeidsopzieners worden met de uitvoering dezer wet belast ; te dien einde hebben zij toegang tot al de inrichtingen, in het eerste artikel bedoeld. — Overtredingen worden vastgesteld door processen-verbaal der arbeidsopzieners en -opziensters; die als volledig bewijs gelden zoolang het tegenbewijs niet is geleverd. De processen-verbaal worden dubbel opgemaakt; een exemplaar wordt naar den prefect van het Departement gezonden, het ander op het parket overgelegd. Bovenstaande bepalingen wijken niet af van de regelen van het gemeene recht, voor het vaststellen en vervolgen van overtreding dezer wet.

ART. 3. Hoofden van inrichtingen, bestuurders of beheerders van magazijnen, winkels en andere lokalen in het eerste artikel voorzien, moeten de bepalingen dezer wet, alsmede de namen en adressen der opzieners en opziensters in de omschrijving, op eene zichtbare plaats aanplakken.

ART. 4. Gemelde hoofden van inrichtingen, bestuurders en beheerders, die de bepalingen dezer wet overtreden, worden voor de rechtbank van enkele politie vervolgd en kunnen veroordeeld worden tot eene boete van 5 tot 15 frank.

De boete wordt zooveel maal toegepast als er overtreding bestaat. Hoofden van inrichtingen zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de veroordeelingen tegen hunne bestuurders of beheerders uitgesproken.

ART. 5. Ingeval van herhaling, wordt de overtreder voor de boetstraffelijke rechtbank vervolgd en in eene boete van 16 tot 100 frank verwezen. Herhaling bestaat wanneer de overtreder, binnen twaalf maanden vóór het feit, dat vervolging uitlokte, dergelijke veroordeeling heeft ondergaan. Zijn er verschillende overtredingen, strafbaar met de straffen ingeval van herhaling, zoo wordt de boete zooveel maal toegepast als er nieuwe overtreding bestaat. De boetstraffelijke rechtbanken mogen de bepalingen van artikel 455 van 't Strafwetboek voor verzachtende omstandigheden toepassen ; in geen geval mag de boete voor elke overtreding min dan vijf frank bedragen.

ART. 6. Volgens de omstandigheden, en ingeval van herhaling alleen, mag de boetstraffelijke rechtbank het vonnis doen aanplakken.

In hetzelfde geval mag de rechtbank ook bevelen dat het vonnis, op kosten van den overtreder, in een of meer bladen van het departement worde ingelascht.

ART. 7. — Worden gestraft met eene boete van 100 tot 500 franken, in geval van herhaling, eene boete van 500 tot 1,000 frank, zij die eenen opziener hebben verhinderd in de uitoefening van zijn ambt.

Artikel 463 van het Strafwetboek is van toepassing voor veroordeelingen, krachtens dit artikel uitgesproken. De bepalingen van het Strafwetboek, waarbij weerstand, beledigingen en smaad tegen ambtenaren der gerechtelijke politie worden bedoeld, zijn daarenboven van toepassing op hen die zich aan soortgelijke daden tegen opzieners schuldig maken.

ART. 8. — De bepalingen dezer wet worden van kracht ééne maand na hare afkondiging.

Duitschland. — Ordonnantie van den Bondsraad betreffende het verstrekken van zitplaatsen aan handelsbedienden, in magazijnen die voor 't publiek open staan. (30 November 1900.)

1^o In zulke lokalen van openbare handelshuizen, waar de klanten worden bediend, evenals in andere daartoe behoorende lokalen, moeten er, ten dienste der bedienden en der leerjongens die er werken, zooveel zitplaatsen voorhanden zijn, als noodig is in verhouding tot het personeel. Voor alwie klanten bedient, moeten de zitplaatsen derwijze zijn geschikt, dat ze zelfs gedurende korte onderbreking van den arbeid gebruikt kunnen worden.

Bedoelde personen zijn gemachtigd zich van de zitplaatsen te bedienen zoolang hun werk dat niet verhindert.

2^o Aan bevoegde overheden staat het steeds vrij voor zekere openbare magazijnen door een besluit, en voor alle openbare magazijnen in hunne omschrijving over 't algemeen door een gezamenlijk bevel, de bijzondere bedingen te bepalen tot inrichting van zitplaatsen, in verhouding tot het personeel, waarvoor ze moeten dienen, alsmede dezer plaats en aard.

3^o Bovenstaande bepalingen worden op 1 April 1901 van kracht.

Groot-Bruttanje. — Wet van 9 Augustus 1899, betreffende de zitplaatsen, ter beschikking van winkelbedienden te stellen.

1^o In al de lokalen van magazijnen, alsmede in andere plaatsen waar goederen aan 't publiek worden verkocht in 't klein, en waar vrouwen zijn aangesteld voor den verkoop in 't klein van goederen, moet de werkgever, die in gemelde lokalen handel drijft, zitplaatsen leveren achter de toonbanken of in andere daartoe ingerichte lokalen. Er moet ten minste ééne zitplaats zijn op drie vrouwen, in ieder lokaal werkzaam.

2^o De eerste overtreding wordt gestraft met eene boete van ten hoogste drie pond; de volgende, met eene boete van een tot vijf pond.

3^o De wet wordt op 1 Januari 1900 van kracht.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Chaque salle des magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, devra être pourvue d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

ART. 2.

Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail ont la libre entrée dans les locaux soumis à la présente loi. Ils en surveillent l'exécution et constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

ART. 3.

L'article 15 de la loi du 15 décembre 1889 est applicable à la présente loi.

ART. 4.

Les contraventions à l'article premier de la présente loi sont punies d'une amende de 1 à 25 francs. En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Elke zaal van de magazijnen, winkels en andere erbij behorende lokalen, waar koopwaren en velerhande voorwerpen door vrouwelijke bedienden worden klaargemaakt of het publiek aangeboden, moet voorzien zijn van evenveel zitplaatsen als men er vrouwen in dienst heeft.

ART. 2.

Zij, die door de Regeering zijn aangesteld om toezicht te houden op den arbeid, hebben vrijen toegang tot de lokalen die onder toepassing vallen van deze wet. Zij waken voor de uitvoering der wet en stellen de overtredingen vast door processen-verbaal, die volledig bewijs opleveren zoolang het tegenbewijs niet is bijgebracht. Op straffe van nietigheid, wordt den overtreder binnen acht en veertig uren een afschrift van het proces-verbaal afgegeven.

ART. 3.

Artikel 15 der wet van 15 December 1889 is van toepassing op deze wet.

ART. 4.

De overtredingen van het eerste artikel van deze wet worden gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank. In geval van herhaling binnen twaalf maanden te rekenen van de vroegere veroordeeling, wordt de straf op het dubbel gebracht.

ART. 5.

Le texte de la loi sera affiché dans les locaux auxquels elle est applicable, à un endroit apparent. Les noms et résidences des délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail seront affichés au-dessous du texte de la loi.

ART. 6.

La présente loi sera mise en vigueur un mois après sa promulgation.

ART. 5.

In de lokalen waarop de wet van toepassing is, wordt de tekst daarvan op eene zichtbare plaats aangeplakt. Onder den tekst der wet worden de namen en de verblijfplaatsen aangeplakt van hen die door de Regeering zijn aangesteld om toezicht te houden op den arbeid.

ART. 6.

Deze wet treedt in werking ééne maand na hare afkondiging.

H. DENIS.
PAUL JANSON.
J. MALEMPRÉ.
E. ANSEELE.
J. DUFRANE-FRIART.
